

Raková, Zuzana

La base institutionnelle pour la diffusion de la langue et de la culture françaises en pays tchèques

In: Raková, Zuzana. *Francophonie de la population tchèque 1848-2008*. Vyd. 1. Brno: Masarykova univerzita, 2011, pp. 83-92

ISBN 9788021055193

Stable URL (handle): <https://hdl.handle.net/11222.digilib/124210>

Access Date: 28. 11. 2024

Version: 20220831

Terms of use: Digital Library of the Faculty of Arts, Masaryk University provides access to digitized documents strictly for personal use, unless otherwise specified.

LA BASE INSTITUTIONNELLE POUR LA DIFFUSION DE LA LANGUE ET DE LA CULTURE FRANÇAISES EN PAYS TCHÈQUES

1. Les Alliances françaises 1886–1951 et 1990–2009

L'Alliance française fut fondée à Paris le 21 juillet 1883 pour «propager la langue française à l'étranger, dans les colonies et dans les pays de protectorat». Parmi ses fondateurs ou ses premiers adhérents, l'Alliance française put compter une élite choisie parmi les rangs les plus élevés de la société française de la Troisième république. Cette organisation commença tout de suite à organiser des comités, des écoles, des bibliothèques, des centres de culture française dans les colonies et dans différents pays du monde entier.¹

Sa première association-fille en Europe hors de France fut celle de Prague, fondée le 25 mai 1886, sous la présidence du peintre Soběslav Pinkas (1827–1901), auquel succéda en 1901 son fils Ladislav Pinkas (1863–1936) qui dirigea l'Alliance française de Prague jusqu'à sa mort. L'Alliance française fut dès la fin du XIX^e siècle le pionnier d'un développement plus systématique des liens traditionnels entre les cultures française et tchèque. Ses membres s'efforçaient de se tenir au courant des événements littéraires en France par des conférences régulières faites si possible par des Français ou au moins en français. En 1887, le premier étudiant tchèque fut envoyé à Paris comme boursier de l'Alliance française de Prague et bientôt d'autres suivirent.

L'Alliance française de Prague avait déjà plusieurs précurseurs en Bohême. En 1876, une «Société française» fut fondée à Prague ; ce fut l'une des premières associations en Bohême ayant pour l'objectif de cultiver une langue étrangère. La Société française se proposait comme but de propager la langue française par des soirées hebdomadaires, avec des programmes littéraires ou dramatiques, où l'usage du français était de rigueur.

Dès le début du XX^e siècle, des sections de l'Alliance française se constituaient aussi dans d'autres villes en Bohême et en Moravie : à Hradec Králové en 1901, à Jičín en 1905, à Plzeň en 1910, à Olomouc en 1911, à Prostějov en 1912, à České Budějovice en 1912 et à Pardubice en 1913.²

1) La Revue française de Prague (RFP), 1923, p. 337, et RFP, 1930, p. 291.

2) SOA Zámorsk, SOKA Hradec Králové, Alliance française Hradec Králové 1901–1951(1968); SOA Zámorsk, SOKA Jičín, Alliance française Jičín 1903–1951 ; SOA Zámorsk, SOKA Pardubice, Alliance française à Pardubice 1912–1938 ; SOA Třeboň, SOKA České Budějovice, Francouzský kroužek 1912–1950. Archives de l'Académie des sciences de la République tchèque (Prague) : fonds personnels de Ferdinand Špísek 1950–1965 : Mémoires, souvenirs.

En outre, il y avait des groupements francophiles et francophones (plus ou moins) à Prague et en province, sous le nom de Cercles français ou de Clubs français. Ainsi, il y avait des Cercles français à Chrudim (fondé en 1875), à Plzeň (1881), à Rychnov nad Kněžnou (1886 ou 1887)³, à Jindřichův Hradec (1887), à Jičín (1888), à Slaný (1888), à Prague (1888), à Přerov (avant 1890), à Turnov (1906), à Litomyšl (1909), à České Budějovice (1910)⁴ et probablement aussi à Olomouc et à Louny.⁵ Il y avait aussi un Club français à Kolín (1872), d'ailleurs le Cercle français de Chrudim portait d'abord le nom d'un Club français.⁶ La Moravie restait avant 1914 un peu à l'écart du mouvement francophile qui n'y prenait pas la même ampleur qu'en Bohême. Malgré cela, des sections de l'Alliance française furent fondées en 1911 à Olomouc et en 1912 à Prostějov.⁷ Une section allemande cependant fut fondée avant 1914 aussi à Brno, rivalisant avec le Club français regroupant les francophiles tchèques de la capitale morave.

Pour se faire une image plus concrète de la francophonie et francophilie de la société tchèque de l'époque, donnons quelques chiffres : en 1893, la section de l'Alliance française de Prague comptait déjà 240 membres, lorsque, la même année, il n'y en avait que 29 à Londres, 67 à Madrid, 171 à Zurich.

Après 1918, le nombre des Alliances françaises en Tchécoslovaquie a rapidement augmenté ; c'est ainsi qu'on a décidé de créer une Fédération des Sections de l'Alliance française en Tchécoslovaquie en 1921, date à laquelle on comptait 37 Alliances françaises en Tchécoslovaquie (en 1938, il y en avait déjà 72) : le réseau des Alliances françaises de la Tchécoslovaquie fut le plus important, de l'Europe entière, par le nombre de ses sections, à la veille de la Seconde guerre mondiale. Le secrétaire général de la Fédération était Alfred Fichelle, directeur de l'Institut français de Prague entre 1937 et 1939. Depuis mars 1922, la Fédération a publié une revue trimestrielle – la Revue Française de Prague, dirigée par Daniel Essertier (jusqu'en 1931), qui paraissait jusqu'en 1938, et dont l'objectif était de créer un lien entre toutes les Alliances françaises tchécoslovaques, d'informer des principaux événements de la vie littéraire et scientifique en France et en Tchécoslovaquie, et d'apporter des articles et des études approfondies sur les rapports culturels entre la France et les Pays tchèques dans le passé.

L'Alliance française de Prague (et aussi de Hradec Králové, Brno etc.) assurait également des cours de langue française pour le public, qui avaient lieu dans les locaux de l'Institut Français Ernest Denis tous les jours de 19 heures à 21 heures. Ils étaient gratuits et recevaient dans les années 1930 environ 1000 auditeurs.

3) Stéphane Reznikow : Francophilie et identité tchèque (1848–1914), Honoré Champion, Paris, 2002, p. 662 donne la date 1886, alors que Milena Lenderová : Čechy frankofilské: Alliance française v Čechách v letech 1886–1951, thèse d'habilitation, České Budějovice, 1994, p. 152 donne la date 1887.

4) Georges Pistorius : Destin de la culture française dans une démocratie populaire. La présence française en Tchécoslovaquie (1948–1956). Les Iles d'Or, Paris, 1957, p. 26–27 ; aussi Milena Lenderová : Čechy frankofilské : Alliance française v Čechách v letech 1886–1951, thèse d'habilitation, České Budějovice, 1994, p. 150–153 et RFP, 1925, p. 310.

5) Stéphane Reznikow : Francophilie et identité tchèque (1848–1914), Honoré Champion, Paris, 2002, p. 664.

6) Stéphane Reznikow : Francophilie et identité tchèque (1848–1914), Honoré Champion, Paris, 2002, p. 662.

7) Alliance française de Prostějov 1912–1932 (AF de Prostějov), Prague 1932, p. 8–10.

Dans certaines villes tchèques et moraves, les associations françaises avaient une longue tradition. Il s'agissait en général des villes plus grandes, à la population majoritairement tchèque où les Alliances naquirent peu après 1918, pendant les années 1920. Mais une vague importante dans la fondation des Alliances françaises ne survint un peu paradoxalement que dans la deuxième moitié des années trente, à l'époque politiquement difficile où aussi les subventions du gouvernement français aux Alliances françaises de Tchécoslovaquie ont baissé. C'est ainsi que naquirent les sections de Banská Bystrica (1939), Česká Lípa (1934), Dvůr Králové (1938), Holešov (1938), Hronov (1937), Chomutov (1938), Chust (1937), Jablonec n. N. (1937), Josefov (1937), Karlovy Vary (1935), Kladno (1938), Košice (1933), Kroměříž (1935–36), Litoměřice (1936), Louny (1938), Mikulov (1937–38), Most (1937), Mukačevo (1934), Náchod (1935), Nová Paka (1936), Nové Zámky (1938), Nový Jičín (1938), Opočno (1935–36), Prešov (1938), Rýmařov (1934), Strakonice (1935), Teplice-Šanov (1938), Trutnov (1938), Třebíč (1938), Uherský Brod (1938), Valašské Meziříčí (1938), Vsetín (1938).⁸ La plupart des 31 sections fondées à partir de 1933 se trouvèrent dans les régions frontalières, habitées en grande partie par l'ethnie allemande, et aussi dans les villes moins grandes de la Tchécoslovaquie.⁹

La fin tragique de l'activité si bien lancée des Alliances françaises en Tchécoslovaquie survint au plus tard en juin 1939 si ce ne fut pas dans beaucoup de villes encore plutôt, juste après les accords de Munich de septembre 1938. Toutes les sections de l'Alliance française en Tchécoslovaquie ont dû arrêter officiellement leur activité avant le 30 juin 1939.¹⁰ Mais certaines ont continué leur activité au-delà de cette date, comme à Olomouc (jusqu'en 1940) ou à Jičín (jusqu'en 1944), grâce à l'effort de ses membres dévoués.

Après la fin de la Seconde guerre mondiale en 1945, plusieurs des anciennes Alliances ont été renouvelées. En décembre 1945, on a reconstitué aussi la Fédération des Alliances françaises en Tchécoslovaquie dont le secrétaire général est devenu le général Héliodor Píka. Au XII^{ème} Congrès de la Fédération des Alliances françaises en Tchécoslovaquie qui eut lieu le 23 novembre 1947 et qui fut aussi le dernier congrès des Alliances françaises tchécoslovaques, les représentants des 27 Alliances renouvelées et 20 «nouvelles-nées» se sont rassemblés. Bientôt après 1948, le gouvernement tchécoslovaque décida de supprimer tous les établissements français sur le territoire tchécoslovaque, dont les Alliances françaises. Heliodor Píka fut accusé par les autorités tchécoslovaques d'espionnage et de haute trahison et le 21 juin 1949, il fut exécuté. Les Alliances ont dû cesser leur activité au plus tard le 18 mars 1951 si ce ne fut pas déjà avant cette date.¹¹

8) Milena Lenderová, *Čechy frankofilské : Alliance française v Čechách v letech 1886–1951*, thèse d'habilitation, České Budějovice, 1994, p. 150–153 et Mathieu Braunstein et all. : *Z historie Francouzského institutu v Praze*, Edice Štěpánská, Prague, 1993, supplément non paginé.

9) Entre 1933 et 1938, 31 sections sur les 90 qui existaient en Tchécoslovaquie dans l'entre-deux-guerres ont été fondées et 5 renouvelées. Mais ces 90 sections que l'on peut dénombrer au total n'ont jamais existé toutes en même temps, certaines s'étant éteintes aussitôt après leur création.

10) SOA Zámorsk, SOKA Pardubice, *Alliance française à Pardubice 1912–1938*, Milena Lenderová : *L'inventaire* (Soupis), 1973.

11) Milena Lenderová : *Čechy frankofilské : Alliance française v Čechách v letech 1886–1951*, thèse d'habilitation, České Budějovice, 1994, p. 79 et 82.

Ce n'est qu'après les changements politiques dus à la «Révolution de velours» de 1989 que les conditions se sont montrées favorables à la création de groupements franco-philos ou franco-tchèques. Ainsi, dans quelques villes tchèques, les Alliances françaises ont été fondées. La première était l'Alliance française de Plzeň en juillet 1990, suivie de celles de Liberec et d'Ostrava en 1991 et de celle de Brno en 1992. Les quatre Alliances françaises furent rejointes par l'Alliance française de Pardubice en mai 1999 et par celle de České Budějovice en septembre 2004, cette dernière portant le nom officiel de l'Alliance française de la Bohême du Sud. Les Alliances françaises de Pardubice et de České Budějovice ont succédé aux Clubs franco-tchèques, fondés dans ces villes respectivement en 1998 et en 2001. Il est à noter que les Alliances actuelles existent dans les villes où les associations francophiles ont une longue tradition : les villes de Plzeň, Pardubice, České Budějovice et Brno avaient chacune leur Alliance française déjà avant 1914.

Au réseau des Alliances françaises en République tchèque s'ajoute le Centre français d'Olomouc et les Clubs franco-tchèques qui existent actuellement à Hradec Králové (officiellement depuis 2001, non-officiellement depuis 1992), Kladno (depuis 2001), Kroměříž (depuis 1996), Louny, Most, Příbram, Ústí nad Labem et Zlín.

Le Centre français d'Olomouc, fondé en 1991, fait partie de la Faculté des Lettres de l'Université Palacký d'Olomouc et fonctionne en même temps comme une antenne de l'Institut français de Prague. Son directeur ou directrice assure en même temps la fonction de conseiller pédagogique et de lecteur de langue française au département des études romanes de la Faculté des Lettres. Le Centre français sert de bibliothèque et de salle d'études. Deux fois par an, il organise la session d'examens DELF-DALF en collaboration avec l'École de langues d'État. Dès le début des années 1990, le Centre français assure la formation continue des professeurs de français des écoles primaires et secondaires de la Moravie centrale et septentrionale ; ces séminaires très fréquentés sont animés par une équipe composée de professeurs français et tchèques du département des études romanes, des professeurs de l'Institut français de Prague et des professeurs invités de la France. Depuis 1997, le Centre organise chaque année un festival des «Journées de la culture française» sous le nom de «Rendez-vous à Olomouc», qui dure deux semaines en mars-avril. C'est une série de conférences, projections de films français, concerts et spectacles de théâtre.¹²

Les Alliances françaises ainsi que les Clubs franco-tchèques ont des fonctions analogues : regrouper les francophones et francophiles de la ville, assurer le prêt de documents en français (livres, journaux, magazines, CD/DVD), organiser des cours de langue française et des manifestations culturelles francophones de toutes sortes. Le caractère des Alliances françaises tchèques a cependant beaucoup changé depuis 1886. Tandis qu'entre 1886 et 1951, elles furent avant tout des lieux de sociabilité, des associations, dont l'activité consistait en réunions régulières hebdomadaires ou bimensuelles pendant lesquelles les membres conversaient en français, écoutaient de la musique française ou tchèque, jouaient des pièces de théâtre ou assistaient à une conférence sur un sujet lit-

12) UVÍROVÁ, Jitka : Francouzská sekce katedry romanistiky. Acta Universitatis Palackianae Olomucensis, Facultas Philosophica, Philologica 85, Romanica Olomoucensia XIII, Olomouc, 2004, p. 74-75.



téraire le plus souvent, les Alliances françaises d'aujourd'hui ressemblent plutôt à des bibliothèques ou salles de lecture, éventuellement à des écoles de langues. En fait, toutes les Alliances Françaises de province organisent des cours de français, de même que l'Institut français de Prague. Il est intéressant de noter que selon un sondage récent fait par les Alliances Françaises en République tchèque, le public des cours de français organisés par ces Alliances est à 75 % féminin, comme dans la plupart des structures tchèques accueillant des aspirants francophones (lycées bilingues, universités, écoles d'Etat etc.).¹³ Les manifestations culturelles réunissent le public francophone de la ville seulement occasionnellement, par exemple lors des Journées de la Francophonie en mars.

Nous pouvons constater que plus de cent vingt ans après la fondation de la première Alliance française en Pays tchèques, ce type d'institution reste vivant dans plusieurs villes de Bohême et de Moravie, quel que soit la dénomination de l'établissement concret (Alliance française, Cercle ou Club français). Ce qui a profondément changé, c'est le caractère et la fonction des Alliances françaises ou Clubs français tchèques. Tandis qu'au tournant des XIX^e et XX^e siècles, les Alliances françaises en tant qu'associations réunissant la société tchèque patriotique, francophile et plus ou moins francophone, appartenaient parmi les lieux importants de sociabilité qui réunissaient le public cultivé des villes où elles étaient fondées, les Alliances françaises contemporaines représentent avant tout les centres de documentation sur la culture française et francophone, leur fonction des lieux de rencontre et de sociabilité pour les francophones étant limitée à des activités ponctuelles. L'importance relative des Alliances françaises actuelles pour la diffusion de la connaissance de la langue et de la culture française est moindre surtout en comparaison avec les années vingt et trente du XX^e siècle ; les causes en sont notamment la densité plus grande du réseau des Alliances de 1918 à 1939 par rapport à notre époque, et de l'autre côté la multiplication des possibilités d'apprentissage du français de nos jours.

2. L'Institut français de Prague 1920–1951 et 1967–2009,

les Maisons de France de Brno et de Bratislava

Après 1918, on a fondé à Paris l'Institut des Études Slaves grâce à l'initiative d'Ernest Denis, qui fut associé à la Sorbonne en mars 1922 et après sa reconstitution, il fut solennellement inauguré le 17 octobre 1923 par T. G. Masaryk et E. Beneš.

En même temps, on a créé à Prague, en automne 1920, l'Institut français sur le modèle d'autres Instituts français à l'étranger (comme à St.-Petersbourg, dès 1912). Il fut inauguré par Ernest Denis lui-même lors de sa visite de Prague en novembre 1920, quelques

13) Ainsi, 58 % des étudiants inscrits aux cours de français des cinq Alliances françaises en 1999 ont pensé que l'Alliance française était une école de langue, contre 48 % de ceux qui ont répondu qu'elle était un organisme culturel. Enquête réalisée par les directeurs des Alliances françaises en octobre 1999 ; 482 étudiants y ont répondu. Archives de district de Pardubice : fonds de l'Alliance française de Pardubice II, 1999–2003.

semaines avant sa mort. L'Institut siégeait d'abord à Ostrovní 6. Pour les cours, on utilisait des locaux du lycée de la rue Resslova et ceux de l'université Charles dans les rues Krakovská et Trojanova. Ce n'est que dans les années 1930 que l'Institut déménagea dans le bâtiment moderne de la rue Štěpánská 35 où il siège jusqu'à nos jours. L'Institut était une sorte d'université en miniature. Au début, on y donnait surtout des cours de littérature et d'histoire de la philosophie française, mais en 1930, il y avait déjà quatre sections : la section littéraire, historique et philologique, la section juridique et économique, la section scientifique et technique et une section «normale» pour la formation des pédagogues tchèques désireux de se familiariser avec l'histoire, la législation et les méthodes pédagogiques du système scolaire en France.

L'Institut était associé à la Sorbonne. Son premier directeur était André Tibal (de 1920 à 1925), qui assurait à la fois la fonction de chef du département de littérature française à la Faculté des Lettres de l'Université Charles de Prague, auquel succéda Louis Eisenmann (de 1925 à 1937). Parmi les professeurs éminents de l'Institut se trouvaient André Tibal, Alfred Fichelle, Daniel Essertier, Hubert Beuve-Méry ou Vladimir Jankélévitch. En 1939, l'Institut dut fermer ses portes comme tous les établissements français sous le Protectorat.

Avec sa réouverture solennelle le 7 novembre 1945, on a renoué avec la tradition d'avant-guerre. Il y avait des cours réguliers spécialisés, organisés dans les sections comme avant 1939 : une section littéraire et philosophique, une section historique et géographique, une section scientifique et technique, une section médicale et une section pédagogique. On organisait des conférences annexes consacrées à l'histoire de l'art. À côté de cet enseignement régulier, des cours du soir de langue française pour le grand public furent organisés. En 1947-1948, 450 étudiants furent inscrits aux cours réguliers de l'Institut et 850 étudiants aux cours de langue. En 1948-1949, on dénombra 1160 inscriptions, dont 814 pour les cours de langue française. Pour les Français et autres étrangers, on organisa des cours de tchèque. Parmi les professeurs figuraient Marcel Aymonin, Jean Lajarrige, Marcel Girard, Louis Nègre, Mlle Simone Desvignes, Pierre Urbain ou Mme Raymonde Zajíc-Coupé qui devint secrétaire générale de la Fédération des Alliances françaises après l'arrestation de Heliodor Píka. Certains professeurs de l'Institut furent détachés dans les différentes universités, par exemple Madeleine Vokoun-David à la Faculté des Lettres de l'Université Palacký d'Olomouc et aussi à l'Université Charles de Prague, Pierre Dejean à l'École des Hautes Études Commerciales de Prague, Marcel Girard à l'Université Charles de Prague etc.¹⁴

La bibliothèque de l'Institut fut sauvée¹⁵ et après 1945, on l'enrichissa de nouveaux ouvrages. Au poste de directeur de l'Institut fut nommé Marcel Aymonin (de 1945 à 1949) ; il trahit plutard l'Institut et ses professeurs en les accusant d'espionnage au service de la France. C'est Jean Lajarrige qui géra provisoirement l'Institut comme secrétaire général entre 1949 et 1950. Entre 1950 et 1951, c'est Marcel Girard qui dirigea les sections de

14) CADN, Nantes : fonds de l'Ambassade de France à Prague 1918-1969 : sous-série 1945-1954, carton 206, n° 102. Lettre du 16 décembre 1948 de M. Dejean, Ambassadeur de France à Prague, adressée à M. le Ministre des Affaires Étrangères à Paris.

15) Pendant l'Occupation, grâce à Mme Vokoun-David, elle fonctionnait clandestinement.



l'Institut qui sont restées ouvertes. Car depuis 1949, le nombre d'étudiants de l'Institut a rapidement baissé suite à la persécution des professeurs et du public de l'Institut par les autorités tchécoslovaques. Du 24 février 1951 jusqu'au 7 mars 1951, les agents de police contrôlèrent l'identité de toutes les personnes ayant franchi le seuil de l'Institut : les autorités tchécoslovaques ont voulu ainsi décourager les visiteurs de l'Institut. Les contrôles du public ont cessé suite à la protestation de l'Ambassade de France. Mais déjà le 12 avril 1951, le Ministère tchécoslovaque des Affaires étrangères adressa une note officielle à l'Ambassade de France à Prague, annonçant que le gouvernement français devait immédiatement arrêter toute activité de l'Institut français au plus tard le 1^{er} mai 1951. Comme le bâtiment de la rue Štěpánská 35 fut la propriété de l'Université de Paris – donc propriété française, après la fermeture de l'Institut, on y installa les bureaux et les appartements de l'Ambassade de France, pour empêcher leur confiscation par les autorités tchécoslovaques.¹⁶ L'inscription «L'Institut français Ernest Denis» dut être enlevée du bâtiment en 1951.

À part l'Institut français de Prague, il y avait jusqu'au 1^{er} mai 1951 des Maisons de France à Brno et à Bratislava qui remplissaient les fonctions des centres culturels dans ces deux villes. Elles avaient donc une mission semblable à celle de l'Institut pragois. La Maison de France à Brno, ouverte en octobre 1948, organisait des cours de langue française, des projections de films, des conférences et des petites expositions. Elle fut dirigée par Joseph Dubroca. Ses professeurs, Laetitia Nègre-Lot, Henri Perrin, assuraient également des services d'enseignement à l'Université de Brno et au Lycée français de Brno. La Maison de France à Bratislava, dont les professeurs enseignaient également à la romanistique de l'Université de Bratislava, fut créée en septembre 1947. Elle organisait des cours de langue française pour des adultes et pour des enfants, ainsi que des conférences régulières sur la littérature et la civilisation française. En 1948, elle comptait 600 élèves inscrits. Elle fut dirigée par Gabriel Beis, parmi ses professeurs se trouvaient Léon Chollet¹⁷, Jean Drouilly, Marc Berest et Roger Parelou.¹⁸ Après la fermeture des Maisons de France en 1951, leurs bâtiments furent restitués à leurs propriétaires respectifs.

Des conditions plus favorables pour la reprise des relations culturelles franco-tchécoslovaques sont survenues dans les années 1960. Le 18 avril 1967, après plusieurs années de discussions, la bibliothèque française avec la salle de lecture, la salle d'exposition et la salle de projection furent réouvertes. La bibliothèque de l'Institut fut soumise à la Bibliothèque d'État, et en même temps, elle se trouvait sous le patronage de l'Université de Paris, représentée par l'Ambassadeur français à Prague ; elle avait deux directeurs, un tchécoslovaque, nommé par le directeur de la Bibliothèque d'État, et un français, membre de la mission universitaire française. Ainsi, on créa dans les locaux de la Štěpánská

16) CADN, Nantes : fonds de l'Ambassade de France à Prague 1918–1969 : sous-série 1945–1954, carton 208, n° 108. Lettre du 4 juin 1974 de André Mattei, Ambassadeur de France en Tchécoslovaquie, adressé à Jean Sauvagnargues du MAE Paris.

17) Léon Chollet fut lecteur de français à la romanistique pragoise avant 1920, ensuite il partit pour Bratislava comme professeur de langue et littérature françaises.

18) CADN, Nantes : fonds de l'Ambassade de France à Prague 1918–1969 : sous-série 1945–1954, carton 206, n° 102. Lettre du 16 décembre 1948 de M. Dejean, Ambassadeur de France à Prague, adressée à M. le Ministre des Affaires Étrangères à Paris.

une sorte de centre culturel français : des lecteurs furent surtout attirés par les revues et magazines français exposés dans la salle de lecture; la bibliothèque comprenait 25000 volumes. Même après l'invasion soviétique en Tchécoslovaquie en août 1968, dans les locaux de Štěpánská 35 l'activité, bien que limitée, continuait sans interruption totale jusqu'en 1989, date après laquelle elle fut encore élargie et enrichie. Entre 1968 et 1989, la bibliothèque et la salle de lecture fonctionnaient légalement, même si certains journaux ne pouvaient pas être exposés librement sur les tables, mais il était quand même possible de les lire clandestinement. De plus, Štěpánská 35 était depuis 1966 le siège du conseiller culturel de la France, donc du Service culturel de l'Ambassade de France, et depuis 1969 aussi du Centre-Pilote d'enseignement du français remplacé dès 1979 par le Centre de l'enseignement du français aux adultes (CEFA).¹⁹ Il y avait aussi l'École française pour les enfants français et étrangers, et des appartements pour le personnel de l'Ambassade de France. Mais une partie des activités de Štěpánská était illégale (mais tolérée tacitement), comme la projection de films, et l'organisation des cours de français gratuits et publics, fréquentés même par 1200–1500 auditeurs. Depuis 1989, l'Institut offre un choix large d'activités, des cours de langue française semestriels ou des cours intensifs d'été, il prépare aux diplômes de langue française DELF-DALF et organise les examens. Il dispose d'une bibliothèque française riche et d'une salle de lecture librement accessible au public. Dans ses locaux, on organise différentes manifestations culturelles : projections de films, expositions, conférences, discussions.

3. Le Consulat français et l'Ambassade de France à Prague

Le consulat français de Prague fut ouvert en 1897. La France fut le premier État européen à avoir ouvert son consulat à Prague. Dans la capitale de la Bohême existait à l'époque seulement le consulat des États-Unis depuis 1865. Le premier consul Alfred-Louis Méroux de Valois reçut le 18 juin 1897 l'autorisation de l'empereur autrichien François-Joseph d'exercer ses fonctions de représentant d'un État étranger sur le territoire de la monarchie habsbourgeoise. L'installation du consulat français en Bohême poursuivait plutôt des objectifs économiques que politiques ; la France ne souhaitait pas intervenir dans les affaires intérieures autrichiennes et aider au démantèlement de l'Autriche-Hongrie en soutenant par exemple les revendications des nationalistes tchèques. Pour cela, les consuls français de Prague furent chargés par le Ministère français des Affaires étrangères de ne pas s'occuper de politique et de garder leur neutralité, surtout en ce qui concernait les relations entre les Tchèques et les Allemands. En 1905, on envisagea la fermeture du consulat pour des raisons budgétaires et pour ménager Vienne. Colomiès, successeur du Comte Chapdelaine, était alors consul. Colomiès fréquentait uniquement des milieux tchèques où il était très apprécié puisqu'il était défenseur de la fraternité franco-tchèque. En France, le «lobby tchèque» se mobilisa avec à sa tête Louis

19) CADN, Nantes : fonds du Service culturel de l'Ambassade de France à Prague 1945–1990 : troisième série 1966–1990, carton 72.



Léger²⁰ qui publia à cette occasion une brochure sur les intérêts français en Bohême. Le consulat de Prague fut ainsi sauvé. Il fut destiné dorénavant à faciliter les relations commerciales qui se développaient alors entre la France et la Bohême. Entre 1909 et 1911, le poste du consul français à Prague fut occupé par le poète Paul Claudel qui a assisté à l'inauguration de l'Alliance française de Plzeň en 1910, et prononça lui-même une conférence à l'Alliance française de Prague en novembre 1910. Cependant, malgré ses contacts avec le milieu tchèque patriotique, il sut garder sa neutralité dans le conflit qui opposait Tchèques et Allemands.²¹

Le gouvernement français a été le premier à reconnaître l'indépendance de la Tchécoslovaquie, avant même sa proclamation officielle le 28 octobre 1918. La République française a aussi été la première à envoyer une délégation présenter ses lettres de créances au Président tchécoslovaque. C'est en 1919 que l'Ambassade de France à Prague s'est installée au Palais Buquoy où elle se trouve encore aujourd'hui. Le système des bourses gouvernementales françaises à l'intention des étudiants et chercheurs tchèques date de 1923 ; c'est par l'intermédiaire de l'Ambassade de France à Prague que ces bourses ont été accordées.

Aujourd'hui, c'est le Service culturel, scientifique, et de coopération de l'Ambassade de France à Prague qui assure la coopération culturelle et scolaire franco-tchèque. Le système des bourses gouvernementales françaises à l'intention des étudiants et chercheurs tchèques s'est développé encore plus après 1990. Ainsi, par exemple en 1997, une trentaine de bourses d'études et une cinquantaine de bourses de stage ont été attribuées.

Les bourses d'études permettent aux étudiants ou jeunes diplômés des universités tchèques de suivre en France une année de spécialisation au niveau du troisième cycle ou bien de préparer un doctorat en cotutelle entre une université française et une université tchèque. La bourse de doctorat en cotutelle permet de financer un séjour en France d'une durée totale de 18 mois répartis sur trois ans à raison de six mois par an. Le doctorat ainsi acquis est en général reconnu par les deux universités. Les bourses de stage permettent de financer un séjour de un à six mois en France dans une institution au choix du candidat. Les échanges scientifiques avec la France sont soutenus aussi par la prise en charge des frais de séjour d'une durée inférieure à un mois des Tchèques se rendant en France et la prise en charge des frais de voyage pour les Français se rendant en République tchèque.²²

20) Louis Léger (1843–1923), slavisant et professeur au Collège de France. Entra en contact avec le milieu tchèque grâce à Josef Václav Frič lors de son émigration parisienne dans les années 1860. Avec Ernest Denis, il fut médiateur important des rapports franco-tchèques.

21) Štěpánská 35, Prague, n° 1-Supplément/1993, p. 12–13, n° 9–12/1997, p. 50–52.

22) Štěpánská 35, La Nouvelle Revue française de Prague, Prague, n° 1–3/1998.

4. Accords culturels

Le 25 août 1923 et le 30 avril 1924, le premier accord culturel entre les gouvernements de la France et de la Tchécoslovaquie fut signé. Il précisait les conditions des échanges mutuels des professeurs universitaires, chercheurs, boursiers, élèves et étudiants, la reconnaissance des diplômes acquis dans l'autre pays ainsi que la coordination en matière des réformes scolaires préparées par chaque pays. Le 8 décembre 1945 fut signé le protocole additionnel de l'accord culturel de 1923 qui garantissait le fonctionnement des établissements culturels français en Tchécoslovaquie et des établissements tchécoslovaques en France. Après 1948, le gouvernement tchécoslovaque décida unilatéralement de ne plus appliquer cet accord et supprima tous les établissements français sur le territoire tchécoslovaque : les Alliances françaises (1951), l'Institut français de Prague (1951), les Maisons de France de Brno et de Bratislava (1951), les Lycées français de Prague et de Brno (1953). La volonté de renouer la coopération officielle avec la France dans le domaine culturel n'apparut du côté tchécoslovaque que dans les années soixante. Ainsi, le 26 septembre 1964, le premier protocole d'après Février 1948, concernant les échanges culturels franco-tchécoslovaques, fut signé à Paris. Il imposa la création d'un lectorat de français à l'Université Charles à Prague, d'un lectorat de tchèque à la Sorbonne, et de quelques bourses d'études, d'ailleurs très limitées en nombre et en matière pour lesquelles elles ont été attribuées. Le 6 octobre 1965, un nouvel accord culturel entre la France et la Tchécoslovaquie fut signé à Prague ; il stipulait la création d'un autre lectorat de français à l'Université Komenský à Bratislava. On augmenta le nombre et la variété des bourses offertes. La possibilité des voyages d'études et des échanges artistiques fut introduite. L'accord comprenait aussi des mesures concernant l'enseignement du français dans les écoles secondaires tchécoslovaques. Le 26 octobre 1967, l'accord culturel entre les gouvernements français et tchécoslovaques qui stipula la création des lectorat de français dans toutes les universités tchécoslovaques fut signé à Paris. Il y avait ainsi un lecteur de français à l'Université de Prague, Brno, Olomouc, Bratislava et Prešov, ainsi qu'à l'École des Hautes études économiques de Prague, dont le lecteur français donna, à part des cours de français, ainsi que des cours de droit. Le 10 octobre 1969, le programme des échanges culturels pour les années 1970 et 1971 qui stipulait l'ouverture d'un centre-pilote pour l'enseignement de français auprès de la Bibliothèque française à Štěpánská fut signé à Paris. L'accord de 1969 envisageait même l'ouverture d'une bibliothèque française avec salle de lecture à Bratislava.²³ Ce fut le dernier accord culturel franco-tchécoslovaque jusqu'en 1989.

23) CADN, Nantes : fonds de l'Ambassade de France à Prague 1918–1969 : sous-série 1945–1954 : carton 208, n° 108, et fonds du Service culturel de l'Ambassade de France à Prague 1945–1990 : deuxième série 1954–1965 : carton 37 ; troisième série 1966–1990 : carton 72.